

N° 4562<sup>5</sup>

## CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 1999-2000

---

---

**PROJET DE LOI**

concernant l'aide financière de l'Etat pour études supérieures

\* \* \*

**RAPPORT DE LA COMMISSION DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR,  
DE LA RECHERCHE ET DE LA CULTURE**

(5.5.2000)

La Commission se compose de: Mme Nelly STEIN, Présidente-Rapportrice, MM. Xavier BETTEL, Ben FAYOT, Robert GARCIA, Fernand GREISEN, Norbert HAUPERT, Alexandre KRIEPS, Mme Lydia MUTSCH, MM. Marco SCHROELL, Fred SUNNEN et Claude WISELER, Membres.

\*

**CONSIDERATIONS PRELIMINAIRES**

En date du 26 avril 1999, Madame la Ministre de l'Education nationale et de la Formation professionnelle a déposé à la Chambre des Députés le projet de loi sous rubrique. Le projet de loi était accompagné d'un exposé des motifs, d'un commentaire des articles et du projet de règlement grand-ducal à prendre en exécution du présent projet de loi.

Le gouvernement a déposé des amendements en date du 19 janvier 2000.

L'avis du Conseil d'Etat a été émis en date du 21 mars 2000.

L'avis complémentaire du Conseil d'Etat a été émis en date du 2 mai 2000.

Dans sa réunion du 8 février 2000, la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture a désigné sa présidente, Mme Nelly Stein comme rapportrice du projet de loi. Dans cette même réunion la commission a analysé le projet de loi. Cet examen a été poursuivi, ensemble avec l'examen de l'avis du Conseil d'Etat, lors de la réunion du 4 avril 2000. Dans sa réunion du 11 avril 2000, la commission a examiné le projet de règlement grand-ducal accompagnant le projet de loi. La réunion du 5 mai 2000 a été consacrée à l'examen de l'avis complémentaire du Conseil d'Etat. Dans cette même réunion, la commission a adopté son rapport.

\*

**1) INTRODUCTION**

Le présent projet de loi entend remplacer la loi du 8 décembre 1977 concernant l'aide financière de l'Etat pour études supérieures, modifiée par la loi du 13 mars 1992, par une version révisée et modernisée. La loi de 1977 n'est en effet plus adaptée aux besoins actuels.

Malgré des efforts continuels, il y a malheureusement lieu de constater que le nombre des jeunes Luxembourgeois ou résidents luxembourgeois qui abordent des études supérieures est insuffisant par rapport à l'étranger. Face à un marché du travail de plus en plus exigeant et spécialisé, le Grand-Duché de Luxembourg se doit d'offrir à ses étudiants une aide appropriée pour poursuivre des études supérieures et universitaires.

Sur base de la législation actuelle environ 4.200 étudiants ont bénéficié pendant l'année académique 1998/1999 de l'aide financière de l'Etat. Le nombre total des jeunes engagés dans des études

supérieures peut être estimé à environ 7.000. En dépit des adaptations successives opérées par l'Etat et de la réforme de 1992, la législation existante laisse subsister un certain nombre de problèmes et ne permet pas de répondre aux attentes des principaux intéressés. Une réforme s'impose en conséquence.

\*

## 2) OBJET DU PROJET DE LOI

Le projet de loi s'articule autour de 5 axes:

1. Redéfinition de la notion d'études supérieures
2. Extension de l'aide financière aux études de 3e cycle
3. Lutte contre l'endettement de l'étudiant
4. Limitation du tourisme étudiant par une définition claire des possibilités de réorientation
5. Précision de l'intervention de l'Etat en cas de problèmes de remboursement

### Redéfinition de la notion d'études supérieures

Etant donné que l'écrasante majorité des universitaires luxembourgeois sont porteurs d'un titre universitaire étranger, il s'agit d'adapter la législation luxembourgeoise aux dispositions étrangères en cette matière. Les dénominations des diplômes et la durée des études peuvent varier considérablement d'un pays à l'autre. Dans cet ordre d'idées, le gouvernement a tenu à anticiper sur le projet d'harmonisation européenne des études universitaires tel qu'il a été défini en juin 1999 par la déclaration de Bologne. De plus il est important de faire correspondre la définition retenue pour la présente législation avec les modalités d'inscription au registre des titres d'enseignement supérieur telles que définies par la loi du 17 juin 1963 ayant pour objet de protéger les titres d'enseignement supérieur.

### Extension de l'aide financière aux études de 3e cycle

Un nombre croissant d'étudiants de 2e cycle décident de poursuivre leurs études en effectuant un cycle supplémentaire. Il s'agit en général des meilleurs étudiants et des plus motivés. Cette évolution louable mérite davantage d'encouragement, d'autant plus que ces qualifications permettent souvent d'accéder à des postes à haute responsabilité.

La prolongation des études entraîne cependant un risque d'endettement supplémentaire des étudiants. Pour éviter cet effet pervers deux mesures sont prévues. Premièrement, pour le calcul de l'aide à accorder, seule la situation financière de l'étudiant est prise en compte, indépendamment de celle de ses parents. Ainsi la partie bourse de l'aide financière devient-elle plus importante et la part prêt moins importante. La progression de la charge financière de l'étudiant, en raison des prêts successifs qu'il a contractés pour la continuation de ses études, pourra ainsi être freinée. Deuxièmement, une prime d'encouragement supplémentaire est introduite. Elle est accordée si des études de 3e cycle sont accomplies avec succès dans les délais officiels. De façon similaire à la prime de 2e cycle, celle pour le troisième cycle est utilisée pour le remboursement du prêt éventuellement contracté par l'étudiant, réduisant en conséquence son endettement.

### Lutte contre l'endettement de l'étudiant

L'endettement d'un étudiant peut être considérable. Selon l'exposé des motifs, en 1997/1998 les étudiants ont obtenu en moyenne une aide de 253.000 LUF par an, dont 216.500 LUF à titre de prêts et 36.500 à titre de bourses. A la fin d'un cycle complet d'études de quatre années par exemple, un étudiant peut avoir accumulé 866.000 LUF de dettes.

Outre les mesures spécifiques au 3e cycle, le projet de loi répond au risque d'endettement de l'étudiant en précisant les limites de l'aide, en liant l'aide à un critère de réussite et en augmentant ponctuellement la part des bourses accordées.

En conséquence l'aide financière est encadrée à trois niveaux. En premier lieu l'aide est limitée dans le temps. L'étudiant engagé dans des études comprenant un cycle unique ou un 1er et un 2e cycle ne peut bénéficier de l'aide que pendant la durée officiellement prévue pour l'obtention de ce diplôme

(Regelstudienzeit), augmentée éventuellement d'une année. Quant aux études de 3<sup>e</sup> cycle, la durée maximale pendant laquelle un étudiant peut prétendre à une aide est fixée à quatre ans.

En second lieu, les résultats et la réussite de l'étudiant sont pris en compte. De façon positive cela s'exprime à travers l'allocation de primes d'encouragement tant pour le 1<sup>er</sup> cycle que pour les deux cycles suivants, les primes pour les 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> cycles étant affectées au remboursement du prêt. De manière négative l'aide financière peut être supprimée en cas de résultats jugés insuffisants.

Finalement, la proportion des bourses dans le montant total de l'aide est augmentée grâce à deux mécanismes. Non seulement les frais d'inscription, qui ont accusé une augmentation générale ces dernières années, sont partiellement neutralisés par une bourse équivalant à la moitié des frais à charge de l'étudiant, mais encore le système des primes d'encouragement est généralisé et étendu aux 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> cycles.

### **Limitation du tourisme estudiantin par une définition claire des possibilités de réorientation**

Par tourisme estudiantin est désigné le procédé qui consiste à changer plusieurs fois soit le lieu, soit l'orientation des études. Ce phénomène n'est pas à confondre, et se distingue entièrement, du changement temporaire d'université dans le cadre de programmes d'échanges, tel le programme européen ERASME, ou par des accords interuniversitaires.

Une certaine marge de manœuvre doit être laissée à l'étudiant, toute réorientation ne pouvant être exclue. Le jeune doit garder la possibilité de modifier son choix initial lorsqu'il se rend compte que la voie de formation choisie est à l'expérience contraire à ses intérêts et à ses aspirations profondes.

Des réorientations ou changements d'universités successifs, surtout lorsqu'ils n'aboutissent à aucun résultat tangible, peuvent se révéler très dangereux quant à la situation financière de l'étudiant qui aura à faire face à un endettement conséquent.

C'est pourquoi, le bénéfice de l'aide financière est limité à une seule réorientation lors du 1<sup>er</sup> cycle et la possibilité de refuser l'aide en cas de résultats gravement insuffisants est introduite.

### **Intervention de l'Etat en cas de problèmes de remboursement**

Selon le système introduit par la loi du 8 décembre 1977, l'Etat prend à sa charge la garantie du capital et des intérêts de la partie prêt de l'aide financière, prêts qui sont contractés auprès d'un institut bancaire ayant passé une convention avec l'Etat. Le présent projet de loi n'entend pas remettre en question ce régime, mais il envisage de préciser les modalités de l'intervention de l'Etat en cas de problèmes de remboursement. La garantie de l'Etat joue en effet si l'étudiant-débiteur ne rembourse pas la dette qu'il a contractée. Ceci peut être le cas:

1. lorsque l'étudiant est décédé,
2. lorsque l'étudiant est en incapacité de travail de longue durée,
3. lorsque l'étudiant est chômeur ou sans revenu propre, ce qui est le cas d'un conjoint qui n'a pas d'emploi rémunéré,
4. lorsque l'étudiant est insolvable,
5. lorsque l'étudiant est parti sans laisser d'adresse.

Il faut encore faire la distinction entre différentes situations. Certains étudiants peuvent éprouver de véritables problèmes de remboursement à cause d'événements de la vie qui les frappent soudainement. Dans ces cas, des mesures sociales sont nécessaires et s'imposent. Au contraire, dans d'autres cas certains étudiants se soustraient sciemment à leurs obligations, ce qui ne saurait être accepté.

La garantie fournie par l'Etat représente en effet un risque financier considérable. Jusqu'en 1997, cette garantie a coûté à l'Etat la somme totale de 40.000.000,- LUF alors que les dossiers qui représentent un contentieux portent encore sur un montant de 20.000.000,- LUF.

Le projet de loi propose deux séries de remèdes. D'une part, il instaure une procédure permettant de réaménager les délais de remboursement voire de dispenser partiellement ou totalement l'étudiant du remboursement du prêt, ce qui veut évidemment dire que le remboursement du prêt sera à charge de l'Etat. D'autre part, le gouvernement aura à sa disposition une possibilité supplémentaire pour assurer le recouvrement de la dette. Dans la version initiale du projet de loi, le gouvernement avait proposé deux

mesures dont une seule, après l'opposition ferme du Conseil d'Etat, a finalement été retenue. Elle consiste en un mécanisme par lequel l'étudiant qui contracte un prêt cède à l'Etat, en contrepartie de la garantie assumée par ce dernier, ses droits à la restitution de la TVA en matière de logement.

\*

Le présent projet de loi donne une base juridique solide au système des aides financières accordées par l'Etat pour études supérieures. Il se caractérise par une approche pragmatique, en accordant d'une part aux étudiants le soutien nécessaire à la poursuite des études de leur choix et ce dans les meilleures conditions, et d'autre part en limitant tant le risque d'endettement que d'éventuels abus du système. Un équilibre entre une aide généreuse, mais légitime, et l'assiduité exigée des étudiants a ainsi pu être trouvé.

\*

### 3) COMMENTAIRE DES ARTICLES

#### *a) Article 1er*

L'article 1er reprend les trois formes d'aides introduites par la loi du 8 décembre 1977 concernant l'aide financière de l'Etat pour études supérieures en y ajoutant une quatrième: les primes d'encouragement. La Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture a proposé d'y mentionner les subventions d'intérêt accordées par l'Etat en cas de prêts, ce rajout ne faisant que consacrer une pratique bien établie.

Le ministre compétent sera celui qui a dans ses attributions l'enseignement supérieur. Cette formule générale, proposée par le Conseil l'Etat, évite le recours à une terminologie particulière à la constitution d'un gouvernement.

Le paragraphe 2 précise que pour l'obtention de l'aide, accordée sur décision ministérielle, certains délais et formes, à fixer par règlement grand-ducal, doivent être respectés.

La suite de l'article 1er définit les différentes études visées par le projet de loi. Pour prendre en compte tant la diversité des études supérieures offerte aux étudiants luxembourgeois que le projet d'harmonisation européenne des études universitaires (initié lors du 800e anniversaire de la Sorbonne et poursuivi les 18 et 19 juin 1999 à l'Université de Bologne) ainsi que les modalités d'inscription au registre des titres d'enseignement supérieur telles que définies par la loi du 17 juin 1963, le projet de loi, tel qu'amendé par le gouvernement en janvier 2000, retient trois catégories:

1. les études universitaires organisées en trois cycles d'études
2. les études universitaires à deux degrés (prélicence et postlicence)
3. les études non universitaires et à cycle d'études ou de formation unique

Cette définition élargie permet d'englober davantage de diplômes et notamment ceux des titres étrangers sanctionnant un cycle universitaire de 3 ans et inscrits au registre des titres, étant donné que la législation nationale de l'Etat d'origine du diplôme définit ce titre comme titre sanctionnant un cycle complet d'études universitaires; tel est le cas pour les licences en France ou pour les „bachelor degree" au Royaume-Uni.

#### *b) Article 2*

Cet article définit les bénéficiaires de l'aide financière. Le projet de loi ne comportait, dans la version initialement soumise à la Chambre des députés, aucun changement notable par rapport à la définition qui figurait déjà dans la loi de 1977. Le Conseil d'Etat, dans son avis du 21 mars 2000, a soulevé certaines objections, auxquelles la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture s'est ralliée. Désormais l'aide financière pour études supérieures peut être accordée à quatre catégories de personnes:

1. les ressortissants luxembourgeois, sans autre condition;
2. les ressortissants d'un autre Etat membre de l'Union européenne, ceci en conformité avec les textes communautaires et la jurisprudence de la Cour de justice des Communautés européennes;
3. les titulaires du statut de réfugié politique domiciliés au Grand-Duché de Luxembourg;

4. les ressortissants d'un Etat tiers ou les apatrides remplissant certaines conditions de résidence (5 ans) et de diplôme (diplôme ou certificat de fin d'études secondaires luxembourgeois ou reconnu équivalent); les ressortissants des trois Etats non communautaires membres de l'Espace économique européen, EEE, (Islande, Liechtenstein et Norvège) rentrent également dans cette catégorie.

Cette définition est plus large que celle du projet initial. Elle a été étendue aux réfugiés politiques ayant obtenu le bénéfice de l'asile politique. De même les conditions supplémentaires exigées des ressortissants d'Etats tiers et des apatrides ont été assouplies et élargies. La reconnaissance des diplômes équivalents au diplôme de fin d'études secondaires est effectuée sur la base de la convention européenne de Paris et de conventions bilatérales.

La Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture n'a, en revanche, pas retenu la proposition du Conseil d'Etat visant à assimiler les ressortissants des Etats non communautaires membres de l'EEE aux ressortissants communautaires. Il s'est en effet avéré qu'il n'y a pas d'obligation légale ni de toute autre nature qui imposerait d'assimiler les ressortissants EEE à ceux de l'Union européenne en la matière. De sorte, les trois pays membres de l'EEE, non membres de l'Union européenne (il s'agit de l'Islande, du Liechtenstein et de la Norvège), sont à considérer comme Etats tiers.

#### *c) Article 3*

Cet article fixe le montant total des aides qu'un étudiant peut obtenir à 16.350,- EUR (= 659.557,- LUF) par année académique. Ce montant correspond à une augmentation de 20% par rapport au maximum actuel et tient ainsi compte de l'augmentation du coût des études. Le Conseil d'Etat se félicite du relèvement des crédits, suite aux amendements gouvernementaux de janvier 2000, de 138.300.000,- LUF à 199.500.000,- LUF.

L'augmentation du plafond voire du montant maximal total se justifie pour les raisons suivantes:

1. En ce qui concerne les frais d'inscription, aucune adaptation n'a eu lieu depuis 1977. Or, depuis cette date les frais d'inscription ont augmenté de façon considérable et continueront probablement à croître davantage;
2. En ce qui concerne l'aide financière, il y a lieu de rappeler qu'au 13 mars 1992, l'aide financière annuelle a été augmentée de 1.000 EUR pour chaque étudiant-enfant qui fait partie d'un ménage où deux ou plusieurs enfants poursuivent des études supérieures;
3. En ce qui concerne l'augmentation du budget alloué aux étudiants par le règlement grand-ducal du 29 janvier 1999, il y a aussi lieu de rappeler que cette modification est devenue nécessaire suite à l'augmentation linéaire de l'allocation familiale, d'une part, et suite aux correctifs apportés dans le barème à la bonification d'impôts par enfant, d'autre part.

Ces trois mesures ont eu pour effet que les montants effectivement alloués se rapprochent de plus en plus du montant maximal de 562.380,- LUF prévu actuellement. Il en résulte une marge de manœuvre insuffisante pour tenir compte des cas sociaux graves et exceptionnels. Il s'agit en conséquence de relever le plafond afin de rétablir cette marge de manœuvre.

Les montants de base, les majorations et les réductions de l'aide financière sont fixés par règlement grand-ducal.

#### *d) Article 4*

Le présent article décrit les critères généraux selon lesquels l'aide financière est accordée. La proportion dans laquelle l'aide financière est accordée sous forme de prêt ou de bourse varie en fonction de la situation financière et sociale de l'étudiant et de ses parents ainsi que des frais d'inscription. Par contre, pour les primes d'encouragement, ces critères ne sont nullement pris en considération car leur finalité est tout autre. En effet, il s'agit ici de récompenser des étudiants méritants et de créer une incitation plus forte à terminer les études dans des délais normaux.

La nouveauté consiste à ne considérer pour l'allocation de l'aide financière aux étudiants de 3e cycle que leur situation financière et sociale personnelle, à l'exclusion de celle de leurs parents. Ceci permet d'augmenter la part bourse dans l'aide financière et de freiner ainsi l'endettement de l'étudiant.

Les modalités selon lesquelles la situation financière de l'étudiant et de ses parents sont prises en considération, seront fixées par règlement grand-ducal. Le projet de règlement grand-ducal prévoit notamment que le coefficient familial est déterminé d'après un coefficient de base de 1,75 ainsi que d'un coefficient de 0,50 pour chaque enfant à charge des parents, l'étudiant y compris.

*e) Article 5*

Cet article décrit les conditions d'octroi de l'aide financière. Il a fait l'objet d'un amendement gouvernemental en janvier 2000, amendement auquel la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture et le Conseil d'Etat se sont ralliés.

La durée pendant laquelle l'étudiant peut bénéficier de l'aide financière est limitée à la durée officiellement prévue pour les études respectives, augmentée d'une année. En ce qui concerne les études de 3e cycle, l'aide financière est limitée à un maximum de 4 ans.

Cet article procède à une généralisation des primes d'encouragement et étend leur champ d'application. Cette disposition remplace la bourse spéciale de 40.000,- LUF prévue au règlement ministériel du 6 mai 1992. Elle est plus favorable pour les étudiants dans la mesure où ils peuvent bénéficier de ces primes au terme de chaque cycle d'études.

Des cas exceptionnels sont également prévus dans lesquels l'étudiant peut demander une prolongation de la durée des bourses et des prêts. Sont considérés notamment les cas lorsque l'étudiant poursuit des études complémentaires, lorsqu'il veut terminer son cycle d'études resté inachevé, lorsqu'il se réoriente après la première année ou se trouve dans une situation grave et exceptionnelle.

La notion d'études complémentaires est nouvelle. Par ce terme il faut entendre tout type d'études entamé par l'étudiant ayant achevé avec succès son deuxième cycle et qui poursuit des études se situant à un niveau de deuxième cycle dans un domaine qui peut être considéré comme complémentaire au domaine dans lequel il a accompli ses études initiales.

Selon le paragraphe 7, toute aide financière peut être supprimée lorsque les résultats sont jugés gravement insuffisants. Dans ces cas le ministre pourra, s'il le juge utile, demander l'avis de la Commission consultative instituée par le projet de loi, cette commission pouvant en effet être consultée pour toute question que le ministre jugera utile de lui soumettre.

*f) Article 6*

L'article 6 décrit les modalités de liquidation de l'aide financière. Son objet est notamment d'alléger les procédures administratives.

*g) Article 7*

Cet article traite de la garantie de l'Etat relative aux prêts accordés. Le paragraphe 1er dispose que les modalités du remboursement des prêts font l'objet d'une convention à conclure entre l'Etat et un ou plusieurs instituts de crédit. L'article 25 du règlement grand-ducal précise que la durée de remboursement des prêts ne peut dépasser une période de dix ans.

La Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture a tenu d'ajouter au paragraphe 1er une deuxième phrase précisant que l'Etat s'engage à supporter, sous forme de subventions, une partie des intérêts en rapport avec l'allocation des prêts. Ainsi cette pratique, qui était jusqu'à maintenant réglée dans le cadre des conventions entre l'Etat et les établissements de crédit, trouve-t-elle une base légale plus solide. Le taux d'intérêt à charge de l'étudiant, qui est actuellement de 2%, et la subvention d'intérêt supportée par l'Etat resteront déterminés par les conventions mentionnées ci-dessus. Cette proposition a été approuvée par le Conseil d'Etat dans son avis complémentaire du 2 mai 2000.

Le paragraphe 3 de l'article 7 dispose qu'en contrepartie de la garantie de l'Etat, l'étudiant cède à l'Etat ses droits à la restitution de la TVA en matière de logement. Le Conseil d'Etat s'est fermement opposé à ce paragraphe dans sa version initiale qui prévoyait, outre la mesure finalement retenue, une disposition qui exigeait de l'étudiant une première hypothèque sur ses biens immobiliers présents ou une telle promesse sur les biens immobiliers à venir. En réaction, le Gouvernement a proposé de supprimer cette dernière mesure.

En ce qui concerne les droits de restitution de la TVA, le ministère de l'Enseignement supérieur est d'avis, après consultation du ministre du Budget, de l'Administration de l'Enregistrement et des représentants de l'ACEL (Association des Cercles d'Etudiants luxembourgeois), de maintenir cette garantie, qui représente le seul outil hors du droit commun aux mains du Gouvernement pour recouvrer les fonds dus par les anciens étudiants. La Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture suit ce raisonnement et se prononce pour le maintien de la disposition concernant la TVA et pour l'abandon de celle visant l'hypothèque.

*h) Article 8*

Cet article traite de la Commission consultative et de ses attributions. La Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture suit le Conseil d'Etat en son avis tendant à inscrire dans le corps même de la loi la possibilité d'accorder une indemnité aux membres de la Commission consultative. Cette disposition doit avoir sa base légale dans la loi, du fait qu'une dépense à charge du budget ne peut être créée qu'en vertu d'une loi.

*i) Article 9*

Sont réglées par le présent article les modalités de restitution de l'indu. Il est précisé que le taux applicable pour calculer, le cas échéant, le montant de la somme à restituer à l'Etat, sera à l'avenir le taux d'intérêt légal en vigueur.

*j) Article 10*

L'article stipule que le règlement grand-ducal à prendre pour l'exécution de la présente loi doit l'être sur avis obligatoire du Conseil d'Etat.

*k) Article 11*

La loi modifiée du 8 décembre 1977 concernant l'aide financière de l'Etat pour études supérieures est abrogée, vu que la présente loi la remplace.

*l) Article 12*

L'article 12 indique la date d'entrée en vigueur de la loi et dispose que les étudiants en cours d'études au moment de l'entrée en vigueur de la loi pourront en bénéficier.

\*

Compte tenu des observations qui précèdent, la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture recommande, à l'unanimité, d'adopter le projet de loi sous rubrique dans la teneur suivante:

\*

## TEXTE PROPOSE PAR LA COMMISSION

### La loi du ... concernant l'aide financière de l'Etat pour études supérieures

#### **Art. 1.– *Objet de la loi***

1. La présente loi a pour objet de faciliter l'accès aux études supérieures par l'allocation d'une aide financière sous la forme de bourses, de prêts, avec ou sans charge d'intérêts, de subventions d'intérêts et de primes d'encouragement. L'aide financière est accordée par le ministre ayant dans ses attributions l'enseignement supérieur, désigné par la suite par le terme „le ministre“.

2. Sur demande motivée de l'étudiant, présentée dans les délais et les formes fixés par règlement grand-ducal, l'aide financière est accordée par décision du ministre, conformément aux articles 3, 4, 5 et 6 ci-dessous.

3. Dans le cadre de la présente loi, le terme „études supérieures“ désigne des études postsecondaires, universitaires ou non universitaires, de type long et de type court, ainsi que des études de 3e cycle.

4. Les études supérieures sont des études définies comme suit:

4.1. Les études universitaires organisées en 3 cycles d'études

a) Le 1er cycle désigne des études universitaires ou de niveau universitaire accessibles aux détenteurs d'un diplôme de fin d'études postprimaires, sanctionnées par un premier diplôme d'études universitaires ou de niveau universitaire et préparant aux études de 2e cycle.

b) Le 2e cycle désigne des études universitaires ou de niveau universitaire consécutives aux études de 1er cycle et sanctionnées par un diplôme final d'études universitaires ou de niveau universitaire.

c) Le 3e cycle désigne des études de formation spécialisée et/ou de recherche faisant suite aux études de 2e cycle.

#### 4.2. Les études universitaires à deux degrés (prélicence et postlicence)

Les études universitaires à deux degrés visent les études universitaires ou de niveau universitaire organisées sous forme de deux cycles principaux: un cycle de prélicence et un cycle de postlicence.

Dans le cadre du présent texte de loi, les études du type prélicence sont considérées comme des études de 2e cycle et les études du type postlicence sont considérées comme des études de 3e cycle.

#### 4.3. Les études non universitaires et à cycles d'études ou de formation unique

Les études non universitaires et à cycle d'études ou de formation unique ne comprennent qu'un cycle d'études et préparent surtout à l'entrée dans la vie active.

### **Art. 2.– Bénéficiaires de l'aide financière**

Peuvent bénéficier de l'aide financière de l'Etat pour études supérieures les étudiants admis à poursuivre des études supérieures et qui remplissent l'une des conditions suivantes:

- a) être ressortissant luxembourgeois, ou
- b) être ressortissant d'un autre Etat membre de l'Union Européenne, être domicilié au Grand-Duché de Luxembourg et tomber sous le champ d'application des dispositions des articles 7 et 12 du règlement (CEE) No 1612/68 du Conseil du 15 octobre 1968 relatif à la libre circulation des travailleurs à l'intérieur de la Communauté, ou
- c) jouir du statut du réfugié politique au sens de l'article 23 de la convention relative au statut de réfugié politique faite à Genève le 28 juillet 1951 et être domicilié au Grand-Duché de Luxembourg, ou
- d) être ressortissant d'un Etat tiers ou être apatride au sens de l'article 23 de la Convention relative au statut des apatrides faite à New York le 28 septembre 1954, être domicilié au Grand-Duché de Luxembourg et y avoir résidé effectivement pendant 5 ans au moins avant la présentation de la première demande et être détenteur d'un diplôme ou d'un certificat de fin d'études secondaires luxembourgeois ou reconnu équivalent par le ministre ayant dans ses attributions l'éducation nationale.

### **Art. 3.– Montant des bourses et prêts**

1. Le montant total qu'un étudiant peut obtenir à titre de bourses et/ou de prêts ne peut dépasser un maximum de 16.350 euros par année académique. Ce montant correspond à la cote d'application de 548,67 points de l'échelle mobile des salaires. Sa valeur au 1er juillet de chaque année est prise comme valeur en vigueur pour l'année académique subséquente.

2. Le montant total dont un étudiant peut bénéficier se compose d'un montant de base et, le cas échéant, de majorations et de réductions.

3. Un règlement grand-ducal fixera le montant de base, les majorations et les réductions de l'aide financière ainsi que les conditions et modalités selon lesquelles les majorations sont accordées et les réductions sont déduites.

### **Art. 4.– Critères de l'aide financière**

1. La proportion dans laquelle l'aide financière est accordée sous la forme d'une bourse ou sous celle d'un prêt pour des études de 1er et de 2e cycles varie en fonction, d'une part, de la situation financière et sociale de l'étudiant et de ses parents ainsi que, d'autre part, des frais d'inscription à charge de l'étudiant.

2. Pour les études de 3e cycle, seule la situation financière et sociale de l'étudiant ainsi que les frais d'inscription à sa charge sont pris en compte pour le calcul de l'aide financière.



3. Les modalités selon lesquelles la situation financière et sociale de l'étudiant et, le cas échéant, celle de ses parents sont prises en compte, sont fixées par règlement grand-ducal.

4. La prime d'encouragement est déterminée par le diplôme obtenu; ni la situation financière et sociale de l'étudiant ni celle de ses parents ne sont prises en considération. Le montant de la prime d'encouragement varie suivant le cycle d'études et l'octroi de cette prime est soumis à des conditions déterminées par règlement grand-ducal.

#### **Art. 5.– Conditions d'octroi de l'aide financière**

1. L'étudiant peut bénéficier de bourses et de prêts pour un nombre d'années d'études dépassant d'une unité la durée officiellement prévue pour l'accomplissement de la totalité des 1er et 2e cycles d'études, sanctionnées par un diplôme final. Le même principe s'applique à des études ne comportant qu'un cycle unique.

2. L'aide financière sous forme de bourses et de prêts pour des études de 3e cycle est accordée pour une durée maximale de quatre ans.

3. Dans des cas exceptionnels et sur demande écrite de l'étudiant, une prolongation de la durée des bourses et des prêts peut être accordée dans les cas suivants:

- lorsque l'étudiant, après la réussite de son deuxième cycle, poursuit des études complémentaires pour une durée maximale de trois ans;
- lorsque l'étudiant veut terminer son cycle d'études resté inachevé, il pourra bénéficier de l'aide financière sous forme de prêt pour une année supplémentaire au maximum;
- lorsque l'étudiant se réoriente au plus tard après la 1ère année d'études;
- lorsque l'étudiant se trouve dans une situation grave et exceptionnelle.

4. Des primes d'encouragement peuvent être accordées aux étudiants ayant terminé avec succès les études dans leurs cycles d'études respectifs et dans les durées officiellement prévues pour le cycle d'études en cause. Par dérogation, la prime d'encouragement du 1er cycle est également allouée à l'étudiant ayant terminé son 1er cycle dépassant d'une année la durée officiellement prévue.

5. Une réorientation des études, telle qu'elle est prévue au paragraphe 3 ci-dessus, n'empêche pas l'attribution de primes d'encouragement à condition que les cycles d'études postérieurs à la réorientation soient parcourus dans les durées officiellement prévues.

6. Les primes d'encouragement susmentionnées ne peuvent être accordées qu'une seule fois à l'étudiant par cycle d'études.

7. En cas de résultats jugés gravement insuffisants, l'octroi de l'aide financière est refusé par le ministre.

#### **Art. 6.– Liquidation de l'aide financière**

1. Les bourses et prêts sont alloués pour la durée d'une année académique. Ils sont liquidés en deux tranches pour des inscriptions semestrielles et en une seule tranche pour une inscription annuelle.

2. La liquidation de l'aide est subordonnée à la production de certificats ou d'autres pièces officielles attestant que les conditions de l'octroi de l'aide sont remplies, notamment de certificats d'inscription et le cas échéant, de certificats de réussite des études antérieures.

#### **Art. 7.– Subventions d'intérêts et garantie de l'Etat**

1. Les conditions d'octroi des prêts visés à l'article 5 ainsi que les modalités de leur remboursement et celles du paiement des intérêts y relatifs font l'objet d'une convention à conclure entre l'Etat et un ou plusieurs instituts de crédit. Dans le cadre de cette convention, l'Etat s'engage à supporter, sous forme de subventions, une partie des intérêts en rapport avec l'allocation des prêts.

2. L'aide financière accordée sous forme de prêt fait l'objet d'un prêt contracté par l'étudiant auprès d'un des instituts de crédit qui sont parties à la convention visée au paragraphe précédent.

3. L'Etat se porte garant du capital ainsi que des intérêts et accessoires redus par l'étudiant. En contrepartie, l'étudiant cède à l'Etat ses droits à la restitution de la TVA en matière de logement.

4. Les modalités d'application de la garantie de l'Etat sont arrêtées par la convention visée au paragraphe 1 du présent article.

5. Si l'Etat a dû rembourser l'institut de crédit, il est subrogé dans les droits de celui-ci.

6. Le recouvrement des sommes redues est assuré par les soins de l'Administration de l'enregistrement et des domaines suivant la procédure prévue en matière de recouvrement des droits d'enregistrement.

#### **Art. 8.– Commission consultative**

1. Il est institué une commission consultative composée de membres nommés par le ministre et dont la composition et le fonctionnement sont déterminés par règlement grand-ducal.

2. Sur avis de la commission consultative et par décision conjointe, le ministre ayant dans ses attributions l'enseignement supérieur et le ministre ayant le budget dans ses attributions peuvent prendre les mesures suivantes à l'égard d'étudiants se trouvant dans une situation grave et exceptionnelle:

- Augmenter le montant de l'aide financière annuelle sans pour autant pouvoir dépasser le montant total fixé à l'article 3 ci-dessus;
- Accorder des délais pour le remboursement des prêts;
- Dispenser partiellement ou totalement du remboursement des mêmes prêts. Dans ce dernier cas, l'Etat se charge du remboursement du solde.

3. Le ministre ayant dans ses compétences l'enseignement supérieur peut demander à la commission consultative de lui donner un avis sur toutes autres questions qu'il juge utiles de lui soumettre.

4. Les membres de la commission consultative sont tenus de garder le secret des faits dont ils obtiennent connaissance dans l'exercice de leurs fonctions. L'article 458 du code pénal leur est applicable.

5. Les membres de la commission consultative ont droit à une indemnité à fixer par le Gouvernement en Conseil.

#### **Art. 9.– Restitution de l'indu**

1. Les aides accordées en application de la présente loi doivent être restituées immédiatement lorsqu'elles ont été obtenues au moyen de déclarations que le bénéficiaire savait inexactes ou incomplètes.

2. Pour l'aide accordée sous forme de bourses et de primes, le bénéficiaire doit en outre payer des intérêts au taux légal à partir du jour du paiement jusqu'au jour de la restitution.

3. Les personnes qui ont obtenu une des aides prévues par la présente loi sur la base de renseignements qu'elles savaient inexactes ou incomplets sont passibles des peines prévues à l'article 496 du code pénal.

#### **Art. 10.– Modalités d'exécution**

Le règlement grand-ducal prévu aux articles 1.2), 3.3), 4.3), 4.4) et 8.1) est pris sur avis obligatoire du Conseil d'Etat.

#### **Art. 11.– Disposition abrogatoire**

La présente loi abroge la loi modifiée du 8 décembre 1977 concernant l'aide financière de l'Etat pour études supérieures.

**Art. 12.– *Entrée en vigueur***

1. La présente loi entre en vigueur le 1er juillet suivant sa publication au Mémorial.
2. Les étudiants inscrits à un cycle d'études supérieures au moment de l'entrée en vigueur de la loi bénéficient des dispositions de la loi.

Luxembourg, le 5 mai 2000

*La Présidente-Rapportrice,*  
Nelly STEIN